chapitre L-6.1

Loi concernant la lutte contre la corruption

35.8. Le Comité est composé de trois membres, dont un président, nommés par l'Assemblée nationale, sur proposition du premier ministre et avec l'approbation des deux tiers de ses membres.

2018, c. 1, a. 22.

35.10. Un candidat au poste de membre du Comité est préalablement choisi dans une liste de personnes qui ont été déclarées aptes à être nommées membres du Comité par le comité de sélection formé à cette fin par le ministre.

Le comité de sélection est composé du sous-ministre de la Sécurité publique ou de son représentant, d'un avocat recommandé par le bâtonnier du Québec et d'un professeur agrégé ou titulaire dans une université québécoise dans un domaine pertinent au mandat du Comité.

Le comité de sélection procède avec diligence à l'évaluation des candidats sur la base de leurs connaissances, de leurs expériences et de leurs aptitudes, en considérant les critères qu'il détermine. Sans tarder, le comité remet au premier ministre son rapport dans lequel il établit la liste des candidats qu'il a rencontrés et qu'il estime aptes à être membres du Comité. Cette liste doit comporter trois, quatre ou cinq candidats selon qu'un, deux ou trois postes de membres sont à pourvoir. Tous les renseignements et documents concernant les candidats et les travaux du comité de sélection sont confidentiels.

Les membres du comité de sélection ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure déterminées par le gouvernement.

2018, c. 1, a. 22.

35.11. Le mandat du président du Comité est d'une durée de sept ans et celui des autres membres de cinq ans. Un membre ne peut être nommé de nouveau, consécutivement ou non, à quelque titre que ce soit.

À l'expiration de son mandat, un membre du Comité demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé. Il peut en tout temps démissionner de ses fonctions en donnant un avis écrit au président de l'Assemblée nationale.

Il ne peut être destitué que par une résolution de l'Assemblée nationale approuvée par les deux tiers de ses membres.

2018, c. 1, a. 22.

CORBO, Claude

FORMATION

	Université de Montréal
1973	Doctorat en philosophie
1967	Maîtrise en philosophie
	Collège Jean-de-Brébeuf
1964	Baccalauréat ès arts

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

	Université du Québec
2013 - 2016	Chargé de mission aux affaires académiques et stratégiques pour le réseau
	Université du Québec à Montréal
2008 - 2013	Recteur et membre du conseil d'administration
1997 - 2007	Professeur – Département de science politique
1986 - 1996	Recteur et membre du conseil d'administration
1981 - 1986	Vice-recteur à l'enseignement et à la recherche
1979 - 1981	Vice-recteur
1978 - 1979	Doyen de la gestion des ressources
1974 - 1978	Registraire
1972 - 1974	Vice-doyen des sciences humaines
1969 - 1972	Professeur – Département de science politique